

Délibération n° 2017-02-23/4

Objet : Approbation du compte de gestion 2016 de M. le Trésorier principal : budget du port

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 23 FÉVRIER 2017**

L'an deux mille dix-sept, le vingt-trois février,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le dix-sept février, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

Présents : J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - F. Bertouy – X. Mirault - C. Pistre – J. Taverne
M. Pellet - J.M Malek - P. Nivesse - O. Boudet - C. Moreteau - B. Rodriguez - S. Riscal – M. Litton –
F. Boyer - J.M Leindeckers – B. Deltour – R. Casas Mateu – G. Della Razione - C. Germain - A. Estève -
C. Prost - A. Jamet – S. Waselynck - I. Gianiel

Absents représentés : G. Riguidel excusé pouvoir à B. Conte Arranz - A. Conesa excusé pouvoir à F. Bertouy

Absent : B. Lledo

Monsieur Marc Pellet, adjoint délégué aux finances et à la commande publique, rapporte :

Considérant que Monsieur le Trésorier principal a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2016, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre prescrites,

Considérant la régularité des opérations de ce compte de gestion :

- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2016, concernant les différentes sections budgétaires.

L'exposé de Monsieur Pellet entendu et après avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité :

- Approuve le compte de gestion du budget du port dressé par le M. le Trésorier principal pour l'exercice 2016, visé et certifié conforme par l'ordonnateur et dont les écritures sont identiques à celles du compte administratif pour l'année 2016.
- Dit que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 23 février 2017
Le Maire
Jean-Pierre RICO


